



# OUTILS DE JUSTICE TRANSITIONNELLE POUR LUTTER CONTRE LE RADICALISME ET L'EXTRÉMISME VIOLENT:

Document d'orientation

## INTRODUCTION

La justice transitionnelle se penche sur les violations des droits de la personne liées aux conflits et à l'autoritarisme, et sur leurs conséquences sur les communautés et les victimes. L'extrémisme violent peut mettre en échec les processus de justice transitionnelle et leur durabilité avant, pendant et après l'issue de leur mandat, car les extrémistes continuent de perpétrer la violence. Ces groupes sont souvent exclus des mécanismes de justice transitionnelle; lorsqu'ils sont inclus dans des mécanismes de responsabilisation, tels que les systèmes nationaux de justice pénale, la gravité de leurs crimes est rarement reconnue. La menace terroriste et les infractions connexes se heurtent souvent à des réponses militarisées qui tentent de contenir et de combattre leur portée et leur influence, par opposition aux approches communautaires. Comme on l'a observé dans les situations de conflit, certaines personnes sont poussées à s'associer à ces groupes par nécessité économique, étant motivées par la survie et non par une association idéologique, comme les femmes mariées de force, les enfants kidnappés, les chauffeurs, les médecins ou les communautés qui se retrouvent involontairement sous le contrôle territorial d'un groupe. C'est dans cette nuance que les mécanismes de justice transitionnelle peuvent offrir différentes approches pour la justice et la responsabilité des communautés et des États. En

outre, les approches communautaires des garanties de transition et de vérité peuvent fournir une meilleure compréhension des causes profondes dont ces groupes extrémistes violents se servent pour se former et recruter, et interrompre et discréditer ainsi les récits dangereux utilisés par ces groupes extrémistes.

## RÉSUMÉ ET PRINCIPALES CONSTATATIONS

La menace de l'extrémisme violent augmente à l'échelle mondiale. Bien que des réponses sécuritaires soient nécessaires pour lutter contre la menace de l'extrémisme, une telle réponse n'est pas suffisante à elle seule. Dans la région du Sahel, l'année 2019 a été marquée par une résurgence importante de l'extrémisme violent, avec des milliers de civils tués dans le cadre d'attaques perpétrées par divers groupes extrémistes violents. Le cadre de travail de la justice au Burkina Faso, au Mali et au Niger dépend fortement de l'appareil militaire. Les armées justifient de plus en plus leurs coups d'État comme des nécessités pour contrer l'insurrection extrémiste. Au point que la réponse de l'État à l'extrémisme violent a vu des ressources disproportionnées détournées pour financer l'armée. Cela s'est donc accompagné de violations des droits de la personne, y compris, mais sans s'y limiter, des exécutions sommaires et des exécutions extrajudiciaires de civils soupçonnés d'être des sympathisants et des partisans de groupes extrémistes violents. Ces dérives militaires et la violation injustifiable des normes juridiques internationales et nationales en matière de lutte contre le terrorisme s'ajoutent aux pressions de toutes parts qui contribuent à l'adhésion à des groupes extrémistes violents au Sahel. Ces facteurs peuvent conduire à des conflits et déclencher des processus de justice transitionnelle pour remédier à la marginalisation par l'État, au manque d'accès au pouvoir et aux ressources de l'État, et aux violations des droits de la personne commises par des acteurs étatiques. À l'inverse, dans certains contextes, l'absence de justice transitionnelle ou un processus de justice transitionnelle défectueux ou non inclusif peut entraîner certains des facteurs déterminants de l'extrémisme violent et de la radicalisation.

Les pays de la région des Balkans sont des exemples particulièrement terribles de la corrélation entre processus de justice transitionnelle défaillants, démocraties instables et radicalisation, ces dernières années ayant vu le déclin de la démocratie et la montée de l'autoritarisme. On peut évoquer ainsi la négation des génocides, la glorification des auteurs de crimes de guerre et la reconnaissance d'un seul groupe de victimes, en ignorant la souffrance des autres. Les récits de guerre façonnent la politique, les atrocités sont sujettes à la manipulation et les faits judiciaires sont ignorés. La sphère publique est occupée par des stéréotypes, des interprétations extrêmement unilatérales, et le déni est promu par des acteurs étatiques qui peuvent exacerber davantage la radicalisation. Dans un tel contexte de justice transitionnelle, les préoccupations concernant la question de la radicalisation et de l'extrémisme ne sont que trop réelles.

### **Initiative mondiale pour la justice, la vérité et la réconciliation**

En 2014, la Coalition internationale des sites de conscience (ICSC) a lancé l'Initiative mondiale pour la justice, la vérité et la réconciliation (GIJTR), un consortium de neuf organisations internationales visant à proposer des approches globales, intégratives et multidisciplinaires aux questions de vérité, de justice et de réconciliation. La GIJTR travaille principalement avec les populations locales, les organisations de la société civile (OSC), les survivants et les gouvernements pour développer une justice transitionnelle collaborative, centrée sur les victimes et collaborative, et axée sur la dignité, le respect, l'inclusion et la transparence dans les sociétés sortant d'un conflit ou d'une période de régime autoritaire. Depuis sa création, la GIJTR s'est engagée auprès de personnes de 78 pays, elle a travaillé avec 801 organisations locales de la société civile (OSC), mené 588 projets communautaires et soutenu 8 000 initiatives visant à lutter contre les violations des droits de la personne.

**Pour plus d'informations, rendez-vous sur [gijtr.org](http://gijtr.org).**



**GIJTR**  
Global Initiative for Justice  
Truth & Reconciliation

Au Sri Lanka, à la suite des attentats à la bombe de Pâques inspirés par l'EIL en 2019, on a pu observer une nette montée du sentiment anti-musulman et une régression de la stabilité politique, économique et sociale dans le pays. Compte tenu de l'histoire du Sri Lanka en matière de violence interreligieuse et communautaire, les tendances sont de plus en plus préoccupantes pour la société civile et les autres acteurs du pays. En outre, le gouvernement du président Maithripala Sirisena a adopté des lois et des politiques qui sont directement discriminatoires à l'égard des musulmans, comme l'interdiction du port du niqab en public ou de l'abaya dans les bâtiments gouvernementaux.<sup>1</sup> Il est également inquiétant de constater que le gouvernement sri-lankais invoque systématiquement la loi sur la prévention du terrorisme comme prétexte à l'arrestation de manifestants et à la surveillance de groupes de la société civile.

Les acteurs étatiques et non étatiques engagés dans la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme violent devraient tenir compte des principales conclusions d'études de cas dans divers contextes politiques afin de mieux lutter contre le radicalisme et l'extrémisme violent :

- Il est important d'établir une corrélation entre les mauvaises pratiques du passé et le risque de radicalisation et d'extrémisme violent, et d'effectuer des recherches dans les régions et les groupes les plus à risque de radicalisation. L'efficacité des initiatives de lutte contre l'extrémisme violent dépend de la vitalité des relations entre l'État et les communautés. Les outils de justice transitionnelle fournissent des liens qui pourraient renforcer ces relations et même en orienter ou en déterminer la nature.
- Le dialogue au sein des communautés, l'assurance de justice, l'établissement des responsabilités, les réformes institutionnelles et les réponses tenant compte des traumatismes sont des mécanismes de justice transitionnelle qui devraient être utilisés face à la radicalisation sous-jacente.
- Après la fin d'un conflit, certains acteurs étatiques ont tout intérêt à maintenir des récits qui s'appuient sur le déni et passent certains événements sous silence en n'évoquant pas certains faits établis sur le conflit. Cela peut constituer un obstacle au processus d'adoption d'un discours commun, nécessaire pour tracer une voie qui répondra également à la menace de la radicalisation et de l'extrémisme violent.
- Pour changer l'attitude de l'État à l'égard de la radicalisation et de l'extrémisme violent, il est essentiel de reconnaître les dangers et les risques en les définissant comme tels dans les documents stratégiques, et en faisant de la lutte contre ces risques une priorité.
- Dans de nombreux pays africains, les traditions et les coutumes jouent un rôle de médiation entre les communautés locales et les autorités administratives. Si la justice transitionnelle est correctement mise en œuvre et si les pratiques communautaires et l'autorité traditionnelle sont valorisées de façon adéquate, cela peut grandement aider à répondre aux causes profondes de l'extrémisme violent et du radicalisme.
- Les outils de justice transitionnelle centrés sur les victimes seront utilisés de manière globale et en synergie. Il est essentiel d'adopter une approche personnalisée et adaptée impliquant un soutien psychosocial et en santé mentale, une restructuration économique et une lutte contre les inégalités, des programmes de réparation et une intégration des acteurs locaux concernés, et de faire preuve de volonté politique.
- La réforme institutionnelle doit être abordée; par conséquent, il est essentiel de garantir l'indépendance, l'impartialité et l'efficacité des institutions impliquées dans les processus de justice transitionnelle pour lutter contre l'impunité et garantir que les exactions ne se répètent plus.
- Les études portant sur les manuels scolaires montrent que la violence du passé est souvent dépeinte comme un moyen malheureux, mais inévitable d'atteindre des objectifs de société particuliers. Cela révèle une tendance à minimiser et à aseptiser la violence historique et, par conséquent, affecte la capacité des jeunes à poser un regard critique sur la violence.<sup>2</sup> La mise en œuvre de programmes éducatifs favorisant la tolérance, l'inclusivité et la pensée critique est indispensable. Par conséquent, il est conseillé de présenter les manuels d'histoire existants qui offrent de multiples perspectives sur les événements passés.

### ÉTUDE DE CAS : SERBIE

La désintégration de la Yougoslavie dans les années 1990 a été suivie de conflits armés, laissant la région complètement divisée, instable et économiquement faible.<sup>3</sup> En raison de la répression insuffisante de l'extrémisme après le renversement du régime autocratique en 2000, on a pu constater la présence de 4 groupes, de mouvements, de partis politiques et d'individus d'extrême droite en Serbie. Parmi les éléments idéologiques communs aux groupes de droite en Serbie, on peut citer la glorification des criminels de guerre des conflits des années 1990, le révisionnisme historique et la réhabilitation des collaborateurs du régime nazi de la Seconde Guerre mondiale. De plus, ces groupes s'opposent activement à l'intégration à l'Europe, façonnent leur identité autour de leur appartenance à l'Église orthodoxe serbe et manifestent une animosité à l'encontre des communautés minoritaires.<sup>5</sup> Ces groupes font également preuve de chauvinisme en résistant à toute idée de multiculturalisme ou de cosmopolitisme qu'ils considèrent comme mélangeantes différentes religions et nations.<sup>6</sup> La présence significative dans le discours public serbe d'extrémistes de droite, qui diffusent des récits bellicistes sur les événements passés pour légitimer leur violence et renforcer leur identité, découle de la tolérance de l'État à l'égard de ces activités. Les jeunes sont une cible facile pour les extrémistes parce qu'ils n'ont pas de souvenirs personnels des conflits des années 1990. Ils s'informent principalement via les réseaux sociaux et les portails/sites Web en ligne remplis de désinformation, et la plupart d'entre eux n'ont pas la possibilité d'en apprendre davantage sur leur passé à l'école.

Le danger que représentent les organisations d'extrême droite en Serbie a été largement négligé. La Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le terrorisme de 2017-2021 ne reconnaît que marginalement leur existence. La faiblesse de la réponse de l'État aux activités de droite et l'incapacité à faire face au passé par des processus de justice transitionnelle efficaces ne font qu'aggraver le problème. La Serbie n'a pas fait de progrès significatifs dans la mise en œuvre de mesures de justice transitionnelle parce que ce sujet important ne figure pas à l'ordre du jour politique du gouvernement depuis de nombreuses années. La raison pour laquelle il est entièrement supprimé de la sphère politique et sociale réside dans la crainte de réactions de la part des extrémistes de droite qui ont acquis un soutien important au sein de la population serbe. Le déni, le silence et le manque de volonté politique de s'attaquer à ce sujet tabou rendent impossible la réconciliation avec le passé. Dans le même temps, la prolongation des procédures judiciaires et les réparations minimales accordées aux victimes contribuent à une culture de l'impunité et de l'absence d'obligation de rendre des comptes. Pour relever ces défis, il est essentiel de donner la priorité à des réformes globales. Parmi elles, on peut citer la restructuration du système éducatif formel,



25 May Museum, part of the Museum of Yugoslavia, in Belgrade, Serbia. Image by Acediscovery



UN International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia. Image by R Boed



afin de promouvoir la pensée critique et l'éducation aux médias chez les jeunes, tout en luttant activement contre les discours de haine et l'intolérance en ligne. Ainsi, les institutions de l'État doivent adopter une posture plus ferme contre l'extrême droite, en sanctionnant les activités extrémistes et en mettant l'accent sur l'obligation de rendre des comptes pour les crimes passés. En outre, la mise en œuvre réussie de processus de justice transitionnelle nécessite une véritable volonté politique, avec la participation d'experts et d'organisations de la société civile jouant un rôle essentiel dans l'élaboration de stratégies efficaces. En reconnaissant les complexités et les interconnexions entre la frustration, l'éducation, les réponses de l'État et la justice transitionnelle, la Serbie peut promouvoir une société plus inclusive, plus tolérante et plus démocratique.

### ÉTUDE DE CAS : SRI LANKA

Un contexte de guerre civile, de tensions ethniques et de violence d'État affecte le Sri Lanka depuis son indépendance en 1948. En tant que site de conflit, le Sri Lanka est particulièrement complexe en raison des multiples acteurs ethniques, religieux, géographiques et politiques impliqués, y compris l'État, l'armée et les groupes paramilitaires alliés, ainsi que le militantisme issu des communautés cinghalaises, tamoules et musulmanes.

Les principaux acteurs de violence et de persécution au niveau national et local ainsi que la gouvernance par les élites se sont heurtés à une résistance armée de la part des minorités politiques cinghalaises et tamoules privées de leurs droits. Cela s'étend de la lutte armée pour la libération menée par le militantisme tamoul dominé en grande partie par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), qui a dégénéré en guerre civile entre ce groupe et le gouvernement du Sri Lanka (1983-2009), jusqu'aux insurrections anti-étatiques en 1971 et entre 1987 et 1989 dirigées par le Janatha Vimukthi Peramuna (JVP; Front de libération du peuple) composé de jeunes cinghalais.<sup>7</sup> L'émergence de ces mouvements insurrectionnels a été le résultat direct de la discrimination systémique, de l'autoritarisme, de la répression violente, de la résistance non violente, de la futilité perçue des manifestations pacifiques et des demandes non satisfaites d'établir la vérité et les responsabilités. Les LTTE et le JVP ont été confrontés à une violence et à un terrorisme d'État militarisés, brutaux et disproportionnés, par le déploiement d'escadrons de la mort paramilitaires et l'instrumentalisation de la législation antiterroriste. Les dernières années de la guerre civile sri-lankaise, entre 2006 et 2009, ont été marquées par des allégations crédibles de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, tandis que les enquêtes sur les disparitions forcées pendant l'insurrection de 1987-1989 ont mis en lumière des centaines de cas de détention arbitraire, de torture



Support for the Tamils in Sri Lanka.  
Image by Lisa Cyr



Free Tamil. February 2009.  
Image by Atheep

et d'exécutions extrajudiciaires.<sup>8</sup> La période d'après-guerre a été marquée par d'importants épisodes de troubles communautaires ainsi que par la violence et la persécution explicites des minorités musulmanes et d'autres minorités ethnoreligieuses, qui s'inscrivent en partie dans une escalade régionale et mondiale plus large de l'islamophobie.<sup>9</sup> Deux événements clés ont transformé le milieu social, politique, économique et sécuritaire du Sri Lanka : les attentats à la bombe perpétrés le dimanche de Pâques 2019 par le National Thowheeth Jama'ath et qui ont visé trois églises et hôtels de luxe à Colombo, Negombo et Batticaloa, au cours desquels 267 personnes ont été tuées et 500 autres blessées, et le soulèvement de masse de 2022 connu sous le nom de Janatha Aragalaya (ou « lutte du peuple ») en réaction à la grave crise financière et à la pénurie de produits de première nécessité, de biens et de services causés par une mauvaise gestion politique et par la corruption de l'État.

Des documents et des rapports récents ont fait état d'une augmentation significative des épisodes de violence ethnoreligieuse et de discours de haine, en particulier de violence antichrétienne, antimusulmane et antihindoue au Sri Lanka.<sup>10</sup> Les rapports révèlent que la violence contre les minorités religieuses y est profondément ancrée, compte tenu de l'implication de représentants de l'État (y compris de la police), ainsi que de la persistance de préjugés négatifs.<sup>11</sup> Les gouvernements sri-lankais successifs ont réussi à adopter des lois de plus en plus répressives pour réprimer l'activisme citoyen et la dissidence face à une myriade d'injustices permises ou commises par l'État, les élites politiques et les forces armées. Parmi celles-ci, la Loi n° 48 de 1979 relative à la prévention du terrorisme (dispositions temporaires) a été largement condamnée, considérée comme draconienne par les groupes locaux et internationaux de défense des droits de la personne compte tenu des violations massives des de la personne qui ont eu lieu en vertu de ses dispositions.<sup>12</sup> L'utilisation abusive de cette législation a donné lieu à des exécutions extrajudiciaires, à des décès en milieu carcéral et à des actes de torture généralisés.<sup>13</sup>

La réponse des communautés touchées par la radicalisation ou l'extrémisme violent a été affectée négativement par un climat de peur, de silence et de réticence renforcé par l'intervention répressive de l'État et des forces de sécurité, dont la surveillance et la législation, ce qui a conduit à une rupture de confiance entre les communautés et les institutions ainsi qu'au sein des communautés et entre elles. Cela a une incidence négative sur les demandes et les pratiques de justice transitionnelle menées par les communautés qui sont mises en œuvre ou reproduites au-delà. Les efforts communautaires les plus constants en matière d'engagement communautaire contre l'extrémisme violent et le terrorisme ont été consacrés à la documentation axée sur les violations des droits de la personne, qui ont également joué un rôle central dans l'enregistrement des incidents de violence intra et intergroupe. La fragmentation des communautés, associée aux craintes liées à la surveillance, aux arrestations, à la répression et aux représailles du gouvernement, a entravé, voire totalement restreint ces entreprises.

Les communautés minoritaires tamoules et musulmanes du Sri Lanka, ainsi que les groupes d'activistes et d'étudiants universitaires, ont fait les frais d'attributions généralisées, ethniques et de classe du terrorisme et de l'extrémisme par l'État en raison de la diffamation généralisée et des accusations d'association à des groupes extrémistes violents et terroristes. La communauté cinghalaise a été socialisée de sorte à considérer les groupes ethnoreligieux minoritaires comme des menaces et des suspects, en particulier en raison de la guerre et de l'État qui les considère activement comme des ennemis. Cela a exacerbé les préjugés, la discrimination et la violence à l'encontre des minorités, ainsi que le manque de consensus et d'engagement collectif en faveur de la justice transitionnelle et de l'obligation de rendre des comptes en matière de criminalité d'État. En tant que telles, les libertés fondamentales doivent être garanties aux communautés qui ont été affectées par des décennies de préjugés et de persécutions de la part de l'État et de la majorité.

## ÉTUDE DE CAS : LA RÉGION DU SAHEL : MALI/BURKINA FASO/NIGER

Le Sahel est une vaste région semi-aride qui délimite le Sahara au nord des savanes tropicales au sud. C'est actuellement le foyer des coups d'État et de l'extrémisme violent sur le continent, ces deux phénomènes étant intrinsèquement liés. Les formes prédominantes de radicalisme et d'extrémisme violent sont similaires dans tout le Sahel; ce sont des groupes de djihadisme et d'autodéfense. Plusieurs de ces groupes djihadistes et leurs affiliés opèrent au Mali, au Burkina Faso et au Niger et sont responsables de l'orchestration d'attaques contre les populations civiles et le personnel militaire. Il s'agit, entre autres, du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, de l'État islamique dans le Grand Sahara et d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. En exploitant la terreur, ils ont pu prendre le contrôle de vastes zones, menaçant l'existence même de ces États, qui ont été contraints de concéder leur territoire. Un tiers du Mali échappe au contrôle de l'État, tandis que pour le Burkina Faso, il s'agit de plus de la moitié du territoire. En 2022, le nombre de décès liés au terrorisme dans la région a dépassé celui de l'Asie du Sud, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord réunis. D'autres données indiquent qu'en 2022, ces morts sahéliens représentaient 43 % de tous les décès liés au terrorisme dans le monde, contre 1 % en 2007.

La situation au Sahel a été exacerbée par les conséquences de la guerre civile en Libye en 2011. Le pays a sombré dans le chaos, avec des frontières poreuses facilitant le transfert d'armes et de personnes tout en servant de tremplin aux activités djihadistes au Sahel. De plus, de nombreux Sahéliens employés en Libye ont dû retourner dans leur pays. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont parmi les pays les plus pauvres du monde avec des taux de chômage déjà élevés, et cette pression économique supplémentaire est le principal moteur du radicalisme vers l'extrémisme violent. La crise économique a été aggravée par la corruption au sein de l'élite. Certains religieux ont également exploité la compréhension limitée de l'islam au sein de la population pour prêcher des interprétations radicales, qui ont servi à radicaliser de nombreuses personnes. Les groupes d'autodéfense sont également en train de devenir un élément incontournable de l'exploitation de l'extrémisme. Avec les effets croissants du changement climatique, les nomades peuls sont contraints de partir vers le sud avec leurs troupeaux à la recherche de pâturages, ce qui les met en confrontation avec les agriculteurs. Les deux camps ont souvent eu recours à la formation de groupes d'autodéfense, et les conflits qui ont suivi ont été sanglants. La mauvaise gouvernance a également joué un rôle crucial dans cette situation, car certains de ces conflits ont été mal gérés.

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont principalement adopté une approche militarisée pour lutter contre le radicalisme et l'extrémisme violent. Cela va de l'introduction de la loi martiale à des opérations de combat à part entière. Des pactes de sécurité comme le G5-Sahel ont été conclus, même si ces pays se sont récemment retirés du pacte. Plusieurs partenariats avec des troupes étrangères ont été formés et dissous, mais le fléau persiste. Les armées du Burkina Faso, du Mali et du Niger se sont toutes senties insatisfaites de la façon dont leurs gouvernements s'attaquaient à l'extrémisme et l'ont utilisée comme justification pour mener des coups d'État. En conséquence, plusieurs coups d'État et contre-coups d'État ont été tentés dans cette région, avec des taux de réussite élevés.



WFP food distribution in Bamako, Mali.  
Photo by Derek Markwell/DFID

La réponse militarisée n'a pas encore réussi à se montrer efficace face aux causes fondamentales de l'extrémisme violent. Au contraire, elle s'est accompagnée de violations flagrantes des droits de la personne, qui ont contribué à radicaliser de plus en plus de personnes. Les outils de justice transitionnelle se présentent donc comme essentiels pour répondre enfin aux causes profondes de l'extrémisme violent au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

## RECOMMANDATIONS

- Il convient de reconnaître le rôle influent des modes traditionnels de règlement des différends. Dans le contexte de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, il est essentiel d'intégrer les moyens traditionnels de résolution des conflits. Les mécanismes traditionnels de réconciliation entre communautés en conflit et les dialogues intercommunautaires doivent être encouragés afin de limiter les représailles. C'est d'autant plus important que les mécanismes traditionnels de réconciliation peuvent aider l'État dans les zones où celui-ci n'est pas présent.
- Les chefs religieux et d'organisations confessionnelles peuvent jouer un rôle essentiel dans la réconciliation. En ce sens, ils doivent employer un langage adéquat pour encourager le dialogue communautaire et la réconciliation plutôt qu'une rhétorique qui incite à la violence et à la division. Il est essentiel de s'appuyer sur les chefs traditionnels et religieux afin qu'ils puissent contribuer au processus de justice transitionnelle.
- Les mécanismes de justice transitionnelle s'efforcent d'impliquer toutes les personnes, sans distinction d'origine, de sexe et de religion, dans les initiatives de prévention de la violence. L'accent doit être mis en particulier sur les femmes, et leur engagement doit aller au-delà du rôle traditionnel que les communautés leur donnent.
- Les jeunes doivent être pris en compte lors de la planification des stratégies de justice transitionnelle. Les stratégies doivent garantir que les jeunes soient considérés comme des parties prenantes essentielles dans l'élaboration de politiques visant à lutter contre l'extrémisme violent.
- La réforme de l'éducation doit viser un système éducatif ouvert au dialogue et à d'autres perspectives. La réforme du système éducatif qui traite de l'histoire est fondamentale dans la mesure où elle peut être un puissant outil de radicalisation. Le système éducatif doit mettre l'accent sur la pensée critique.
- La justice transitionnelle doit également être centrée sur les victimes. Les réparations doivent être conçues en consultation avec les victimes et répondre à leurs besoins. Lorsqu'ils élaborent des politiques de réparation, les décideurs doivent être conscients du traumatisme subi par les victimes de l'extrémisme.
- Le soutien psychosocial devrait être impliqué dans les mécanismes de justice transitionnelle, en particulier lorsqu'il s'agit de traiter les traumatismes intergénérationnels et le TSPT. Cela doit inclure également le soutien psychosocial aux anciens combattants et aux victimes de violations des droits de la personne.
- En ce qui concerne la poursuite des crimes de guerre et des violations des droits de la personne, tous les actes radicaux et extrémistes doivent être inclus dans des mécanismes de responsabilisation qui reconnaissent la gravité de leurs crimes.



- Le processus de justice transitionnelle doit inclure la réforme de la gouvernance du système de sécurité. Il doit comprendre un processus de vérification et des réformes institutionnelles au sein de l'appareil militaire afin d'établir les responsabilités en matière de violations des droits de la personne et d'éduquer le personnel des forces de sécurité.
- Les initiatives communautaires œuvrant pour la vérité, la commémoration et le souvenir ainsi que la réconciliation doivent être soutenues. Il s'agit notamment d'encourager les initiatives communautaires de solidarité interconfessionnelle et interethnique, les dialogues intracommunautaires et les démarches de vérité, en particulier au sein de la communauté majoritaire.
- Les organisations de la société civile, les groupes de défense des droits de la personne et les associations de victimes pouvant contribuer grandement à façonner et à surveiller les processus de justice transitionnelle, il est essentiel de soutenir leurs efforts de renforcement des capacités.

## Pour aller plus loin

### GÉNÉRAL

Randy Borum, *Radicalization into Violent Extremism I: A Review of Social Science Theories*, 4(4) *Journal of Strategic Security*, 2012.

Carmen Alcala, & Mehdi Zakerian, *Transitional Justice: A Conceptual and Normative Framework for Combating Terrorism in Occupied Territories*, 6(4) *International Studies Journal*, 2010.

Eric Wielbelhaus-Brahm, *After Shocks: Exploring the Relationships Between Transitional Justice and Resilience in Post-Conflict Societies*, dans Roger Duthie & Paul Seils, *In Justice Mosaics: How Context Shapes Transitional Justice in Fractured Societies*, Centre international pour la justice transitionnelle, 2017, disponible ici : [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3014150](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3014150)

### SERBIE

Centre international pour la justice transitionnelle, *Transitional Justice in the Former Yugoslavia*, 1er janvier 2009, disponible ici : <https://www.ictj.org/sites/default/files/ICTJ-FormerYugoslavia-Justice-Facts-2009-English.pdf>

Adriana Mintarsih, Andika Wijaya, Inditian Latifa et Ikhaputri Widiyanti, *The European Union and Transnational Justice in The Western Balkans: A Case Study of Croatia and Serbia*, 4(1) *International Review of Humanities Studies*, 2019, disponible ici : <https://www.academia.edu/92085719/The-European-Union-and-Transnational-Justice-in-the-Western-Balkans-A-Case-Study-of-Croatia-and-Serbia>

Predrag Petrović et Marija Ignjatijević, *Violent Extremism in Serbia: Islamist and Far-Right*, Centre de politique de sécurité de Belgrade, Belgrade, 2023, disponible à l'adresse suivante : <https://bezbednost.org/wp-content/uploads/2023/06/Violent-extremism-in-Serbia-Islamist-and-Far-right.pdf>

## SRI LANKA

HCDH, *OHCHR Investigation on Sri Lanka*, disponible à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/oisl>

Méndez, Juan E., *Report of the Special Rapporteur on Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment on His Mission to Sri Lanka*, New York: Nations unies, 2017.

Amnesty International, *From Burning Houses To Burning Bodies: Anti-Muslim Violence, Discrimination And Harassment In Sri Lanka*, 18 octobre 2021, disponible à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/4863/2021/en/>

## MALI/BURKINA FASO/NIGER

Institut pour l'économie et la paix (IEP), *The Sahel Faces 3 Issues: Climate, Conflict & Overpopulation*, disponible à l'adresse suivante : <https://www.visionofhumanity.org/challenges-facing-the-sahel-climate-conflict-and-overpopulation/#:~:text=Countries%20in%20the%20Sahel%20maintain,the%20world%20in%20this%20category>

Bureau régional d'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Journey to Extremism in Africa*, 2017, disponible à l'adresse suivante : [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english\\_0.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english_0.pdf)

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, *Cinq zones de violence des groupes islamistes militants au Sahel*, 26 septembre 2022, disponible à l'adresse : [https://africacenter.org/fr/spotlight/cinq-zones-de-violence-groupes-islamistes-militants-au-sahel/#:~:text=Ouest%20du%20Niger-,Trois%20fronti%C3%A8res,D%E2%80%99autres%20sont%20align%C3%A9s%20%C3%A0%20l%E2%80%99%C3%89tat%20islamique%20au%20Grand%20Sahara%20\(EIGS\).,—Les%20cinq%20districts](https://africacenter.org/fr/spotlight/cinq-zones-de-violence-groupes-islamistes-militants-au-sahel/#:~:text=Ouest%20du%20Niger-,Trois%20fronti%C3%A8res,D%E2%80%99autres%20sont%20align%C3%A9s%20%C3%A0%20l%E2%80%99%C3%89tat%20islamique%20au%20Grand%20Sahara%20(EIGS).,—Les%20cinq%20districts)

## Endnotes

- 1 Crisis Group, octobre 2021, disponible ici : <https://www.crisisgroup.org/asia/south-asia/sri-lanka/%E2%80%9Cone-country-one-law%E2%80%9D-sri-lankan-states-hostility-toward-muslims-grows-deeper>, (dernière consultation : 30 novembre 2023).
- 2 Rodoljub Jovanović et Angela Bermudez, *The Next Generation: Nationalism and Violence in the Narratives of Serbian Students on the Break-up of Yugoslavia*, 2021, Université de Deusto, Bilbao, DOI : 10.1111/sena.12339.
- 3 Centre international pour la justice transitionnelle, *Transitional Justice in the Former Yugoslavia*, 1er janvier 2009, disponible ici : <https://www.ictj.org/sites/default/files/ICTJ-Former-Yugoslavia-Justice-Facts-2009-English.pdf>, (dernière consultation : 30 novembre 2023).
- 4 Isidora Stakić, *Serbian Nationalism and Right-Wing Extremism*, dans Filip Ejduš et Predrag Jureković éd. *Violent Extremism in the Western Balkans*, République d'Autriche / Ministère fédéral de la Défense et des Sports, Vienne, 2016, p. 134, disponible ici : [https://www.bmlv.gv.at/pdf\\_pool/publikationen/16\\_2016\\_sgi\\_16\\_rs-see\\_belgrade\\_web.pdf#page=164](https://www.bmlv.gv.at/pdf_pool/publikationen/16_2016_sgi_16_rs-see_belgrade_web.pdf#page=164), (dernière consultation : 9 décembre 2023).
- 5 Izabela Kisić, *Desni ekstremizam u Srbiji*, [eng. « L'extrême-droite en Serbie »], Comité Helsinki pour les droits humains, 2020, disponible ici (en serbe) : <https://www.helsinki.org.rs/serbian/doc/desni%20ekstremizam.pdf>, (dernière consultation : 9 décembre 2023).
- 6 Sonja Biserko, *Ekstremizam se ne može rešavati bez državne strategije*, [fr. « L'extrémisme ne peut être combattu sans une stratégie d'État »], dans *Uspón desnice : slučaj Srbija – Ekstremizam, terorizam, strani borci* [fr. « La montée de la droite : Le cas de la Serbie - Extrémisme, terrorisme, combattants étrangers »], Comité Helsinki pour les droits humains en Serbie, Belgrade, 2022, pp. 21-27, disponible ici (en serbe) : <https://www.helsinki.org.rs/serbian/doc/Uspón%20desnice%20-%20slučaj%20Srbija.pdf>, (dernière consultation : 9 décembre 2023).
- 7 HCDH, *Enquête du HCDH sur le Sri Lanka*, disponible ici : <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/oisl>, (dernière consultation : 9 décembre 2023).
- 8 HCDH, *Enquête du HCDH sur le Sri Lanka*, disponible ici : <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/ois>; Projet international pour la vérité et la justice (ITJP), *Gotabaya Rajapaksa's Role in 1989 Mass Atrocities*, 2022, disponible ici : <https://itjpsl.com/reports/gotabaya-rajapaksa-the-sri-lankan-presidents-role-in-1989-mass-atrocities>. Dernière consultations des deux sources : 12 décembre 2023.
- 9 Haniffa, Farzana, *What is behind the anti-Muslim measures in Sri Lanka?*, *Al-Jazeera English*, 12 avril 2021, disponible ici : <https://www.aljazeera.com/opinions/2021/4/12/what-is-behind-the-anti-muslim-measures-in-sri-lanka>, (dernière consultation : 9 décembre 2023) ; Wettimuny, Shamara, *A brief history of anti-Muslim violence in Sri Lanka*, Atelier d'histoire en ligne, 22 juillet 2019.
- 10 National Christian Evangelical Alliance of Sri Lanka (NCEASL) and Verité Research, *Prejudice and Patronage: An Analysis of Incidents of Violence against Christians, Muslims, and Hindus in Sri Lanka (septembre 2019 - septembre 2020)*, Colombo, Sri Lanka, 2021, disponible ici : <https://www.nceasl.org/files/ugd/Of8498da455213b85945a18134e8f60c40e738.pdf>, (dernière consultation : 9 décembre 2023).
- 11 National Christian Evangelical Alliance of Sri Lanka (NCEASL) and Verité Research, *Prejudice and Patronage: An Analysis of Incidents of Violence against Christians, Muslims, and Hindus in Sri Lanka (septembre 2019 - septembre 2020)*, Colombo, Sri Lanka, 2021.
- 12 HCDH, *Sri Lanka: UN Experts Call for Swift Suspension of Prevention of Terrorism Act and Reform of Counter-Terrorism Law*, disponible ici : <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/03/sri-lanka-un-experts-call-swift-suspension-prevention-terrorism-act-and>, (dernière consultation : 9 décembre 2023).
- 13 Gunasekara, Skandha, *Custodial Deaths: Fundamentals of Criminal Law Being Violated: BASL*, *The Morning*, 2022, disponible ici : <https://themorning.lk/articles/177478> ; Projet international pour la vérité et la justice (ITJP), *Torture 2020-21*, ITJP, disponible ici : <https://itjpsl.com/reports/torture-2020-21> ; Méndez, Juan E. *Report of the Special Rapporteur on Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment on His Mission to Sri Lanka*, New York : Nations unies, 2017 ; *Asian Human Rights Commission, Sri Lanka: Extrajudicial Killings and Custodial Deaths Must Be Stopped and Investigate*, Commission asiatique des droits humains, 2010, disponible ici : <http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-209-2010/>. Dernière consultation des sources : 19 décembre 2023.



**GIJTR**

Global Initiative for Justice  
Truth & Reconciliation